



par *Olivier Ferrari*
Fondateur & CEO
CONINCO Explorers in finance SA

Vevey, le 7 avril 2020

Les chances du COVID-19 : Évoluer vers une économie mieux distribuée

En 1972, Edward Lorenz, météorologue, physicien, mathématicien, informaticien, donne une conférence : «Prédictibilité : le battement des ailes d'un papillon au Brésil déclenche-t-il une tornade au Texas ? ». L'humanité vient d'avoir une application de la théorie de «l'effet papillon» encore en cours, dont les réactions en chaîne n'ont été qu'initiées. À petites causes, grands effets dont il est bien difficile d'en prévenir l'avenir tant les réactions des États sont, entre autres, non coordonnées si l'on prend l'Union européenne, dans le déni pendant plusieurs semaines. Si l'on intègre la non-considération des États-Unis, si l'on acte le temps que la Chine a mis à porter à la connaissance du monde un développement devenu économiquement stratégique !

Cette évolution n'est-elle que la conséquence de notre surexploitation des ressources de la Planète ? L'anéantissement des espaces à disposition de la faune sauvage qui n'a plus de refuge d'expansion des espèces et dans laquelle on ne cesse d'en retirer une nourriture inadaptée ? L'industrialisation des élevages au mépris du respect de la vie pour nourrir une population en excroissance ?

Les réponses seront soit les conséquences, soit la finalité de nos actes par les choix que nous allons faire au cours des prochains trimestres ! Nous sommes face à un nécessaire déclenchement d'un processus de mutation de notre système «Time is out». Les développements en mouvement de l'avènement du COVID-19 convergent avec deux grandes évolutions

historiques de l'Histoire de l'Humanité, à savoir des centaines de millions de personnes entrent en âge de la retraite au cours des dix prochaines années et les ressources terrestres, dont on a enfin pris conscience de la finitude de la disponibilité et dont il convient d'en reconsidérer le mode d'utilisation.

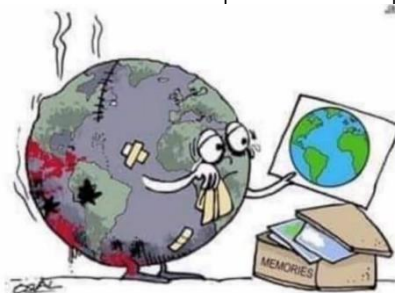
Le poids des seniors

La Chine compte en 2013 sur 1,41 milliard de personnes¹, plus de 178 millions de Chinois de plus de 60 ans². En 2030, ce sont près de 350 millions de retraités qui seront concernés. L'âge de retraite actuel dans le pays est de 55 ans pour les femmes et de 60 ans pour les hommes³. Le pays est confronté à assurer un finan-

cement subséquent pour couvrir le régime des prestations qu'il a engagé. Le développement économique est d'une importance capitale pour assurer le fonctionnement du pays. **Le continent européen** représente environ 740 millions d'habitants. Un peu plus que la moitié de la Chine.

Si l'on projette la croissance des personnes à l'horizon de 2030, ce sont près de 120 millions de nouveaux retraités qui vont s'accumuler. Comme chacun n'est pas sans l'ignorer, l'Europe est constituée d'une pluralité de populations et de langues qui complexifie une démarche commune à la chinoise ou à l'américaine, pour représenter une communauté forte. L'Union européenne est un projet politique comme référé sur le site <https://ec.europa.eu> pour créer un espace de paix fondé sur la solidarité économique, un développement social et territorial durable pour donner un rayonnement mondial de l'Union. La crise du COVID-19 a mis à mal la solidarité et la coopération européenne de l'Union. Le 27 mars à l'Ambassade de Chine en France, cette «désunion» a

« L'humanité vient d'avoir une application de la théorie de "l'effet papillon" encore en cours »



été mise en avant. Il a été relevé que « les pays asiatiques, dont la Chine, ont été particulièrement performants dans leur lutte contre le COVID-19 parce qu'ils ont ce sens de la collectivité et du civisme qui fait défaut aux démocraties occidentales ».

Le Président XI JINPING fait fort de son propos de relever que « les grandes visions ne peuvent se concrétiser que par les actions ⁴ ». L'Europe a échoué sur ce terrain en laissant l'Italie dans le désespoir et l'illusion de croire que les frontières sont étanches. La Chine est venue au secours de l'Italie selon le principe promu par son grand timonier qu'« elle entend partager ses expériences et opportunités avec tous les pays du monde et se réjouit de les voir prendre le train express du développement chinois, afin de réaliser le développement commun ⁴ ».

La Chine a ainsi mis des moyens non négligeables pour soutenir les pays dans le monde qui n'ont pas eu le recul pour prendre des dispositions pour faire face au COVID-19. En ce moment, ce sont plusieurs centaines de millions de masques qu'elle peut fabriquer en un temps record pour fournir la planète COVID-19. Ceci lui ouvre les portes de tous les États du monde.

Une image valant mille mots, celle-ci est sortie rapidement sur les réseaux sociaux et résume bien une situation acquise.



Dans ce contexte, bien que les États-Unis avec leurs 333 millions d'habitants⁵ et leur près de 55 millions de retraités, qui devraient croître de plus de 30 millions de personnes d'ici 2030, disposent d'un gouvernement centralisé, le poids donné à son Président a conduit toute la nation à subir plus durement que bien d'autres pays la pandémie en cours.

Un tel dérapage dans le fonctionnement d'un système démocratique renforce également les propos tenus à l'Ambassade de Chine en France du 27 mars.

Démocratie, Union européenne, États-Unis ; même inefficience !

La crise environnementale

L'humain profite de la nature et ne cesse de la transformer. Alors même qu'il est partie prenante de l'environnement qu'il « détruit ». En réduisant les espaces dédiés à la vie sauvage, il conduit cette dernière à devoir s'adapter aux nouvelles conditions et le mélange entre des espèces antinomiques par nature conduit à des contacts inappropriés qui ouvrent la voie à des virus inconnus. Le cycle naturel des virus dans la nature ne sont pas tous sous contrôle et les différentes origines sont encore mal connues, bien que certains virus, par exemple, affectent des singes, des chimpanzés, des antilopes,

des chauves-souris et autres. À force de s'approcher de ces espèces et de leur retirer leur habitat, l'humain s'expose de plus en plus à des pandémies dont une pourrait avoir raison de sa propre survie. Quid de l'Ebola, du HIV, du SRAS 2002, etc.

Certes, pour beaucoup d'investisseurs, ce sont tout autant d'opportunités d'enrichissement par les vaccins, médicaments, identificateurs d'anticorps qui sont/devront être développés et dans une logique infinie, un potentiel de croissance perpétuelle pour gagner de l'argent. Au prix de combien de vies ? La « croissance économique » nourrit une « guerre » bien plus destructrice que les bombes d'une guerre ponctuelle. Qui soit dit en passant fait que l'on entend de-ci de-là des personnes en souhaiter l'avènement pour ... relancer l'économie.

L'être humain va occuper tous les espaces et construit même sur les espaces d'eau.

« Time to reset »

Nous devons faire le constat d'un échec partiel d'un système et non pas de tout le système. Nous avons construit un monde contre nature depuis la première révolution industrielle, nous devons maintenant le rénover, le reconstruire et construire. Il convient de considérer la finitude de l'espace de développement disponible, le temps de reconstitution avec les moyens à disposition et réintégrer une évolution économique (ex : agriculture, pêche,

élevage, agroforesterie, etc.) dans des cycles naturels et non plus poussés par des moyens qui détruisent la Vie.

Nous devrions mettre en place les conditions-cadres qui font que lorsqu'un développement est fondé sur le seul critère de faire des profits, on ne peut plus ne pas vouloir prendre une part proportionnelle des responsabilités sans en assumer les coûts d'opportunités/dégâts. Il faut que la communauté puisse en stopper le déploiement des activités néfastes. Les développements à sommes nulles ou à sens unique ne sont plus du ressort d'une civilisation éduquée et développée.

Dans ce contexte, les pays développés ont usé de leurs prérogatives d'avancement techniques, technologiques et logistiques pour prendre possession des biens des pays en voie de développement. Nous sommes bien face à une responsabilité historique qui diffère fondamentalement et les capacités de répondre aux problèmes actuels ne sont pas les mêmes que pour les pays en voie de développement.

Le droit au bien-être ne doit pas être de l'exclusivité des pays développés ou récemment développés si on y intègre la Chine, la Malaisie, l'Indonésie, le Brésil ou la Russie, entre autres.



Les pays développés et riches grâce à leur évolution historique ou grâce aux ressources de matières premières qui se trouvent être à un endroit précis, plutôt qu'à un autre se doivent d'accompagner les pays en développement dans leurs efforts d'atténuation des impacts généraux négatifs tant climatiques, que sociaux et/ou culturels. Le maintien et le développement du vivant sur la seule planète biodiversifiée du système solaire est un non-choix. Il en est de même que de préserver les cultures qui enrichissent les rencontres et les échanges entre les différents peuples du monde.

« Nous n'avons pas besoin de fermer la Planète pour la réparer. »

Le dialogue, le partage, la coopération et le partenariat sont à privilégier au détriment de la confrontation, l'alignement. Nous ne sommes plus au XV^{ème} siècle lorsque, pour enrichir la nation, il a été institué la colonisation de territoires encore vierges par l'exploitation intensive économique et la soumission par l'esclavagisme. Ceci permettait d'accumuler des richesses à sens unique. Aucun ne doit acquérir une forme d'aisance dans la misère d'autrui.

Les espoirs du COVID-19

Parler d'espoir, au moment où le cap du million quatre cents mille de personnes touchées va être atteint, ne doit pas être considéré comme une insolence, mais bien par la prise de conscience que nous sommes arrivés à la fin d'un cycle. Il convient de comprendre les faits acquis et d'en évaluer les opportunités de redéployer une économie plus en relation avec l'environnement.

“La forêt n'a pas de dette. Mais les hommes, en menant la déforestation, on fait des forêts secondaires fraîchement replantées des territoires végétaux existant au rabais, sinon à crédit. Leur biodiversité réduite à néant, ces nouvelles forêts sont dépourvues d'un nombre incalculable d'organismes. Ceux-là mêmes qui avaient pu émerger au fil des cycles perpétuels d'optimisation des composants et interactions de la communauté forestière primaire. Car, il faut environ sept siècles pour qu'une forêt atteigne le sommet de sa construction, imaginez donc toute la valeur perdue lorsqu'une forêt est rasée⁶”.

Le COVID-19, l'environnement, les forêts. Ces trois déterminatifs ont pour lien commun ce qui permet ou pas à l'humanité, au vivant, de pouvoir exister. La forêt est un modèle de développement économique et social éprouvé depuis près de 400 millions d'années.

La forêt est un espace d'expression qui n'a aucun déchet ou tout un chacun dispose d'un espace vital en fonction de ses besoins propres. La forêt ne consomme que ce qui lui est utile et elle redonne à la collectivité ce que de chacun doit pouvoir en disposer. C'est un cercle vertueux qui devrait être considéré comme modèle de développement. Transposé dans le système de réalisation de l'être humain et de son développement, nous pouvons parler d'économie circulaire.

Pour qu'une économie circulaire fonctionne, il est indispensable de penser la production d'un bien, non pas

uniquement en fonction de son utilisation, mais bien en termes de disposer de la source, de la régénération en partie par la réintégration de ses composants dans le circuit du développement.



Nous sommes arrivés, avec les trois convergences du papy-boom, de l'environnement et de la diffusion virale, à un moment crucial de notre développement économique et en général. Nous sommes face à la nécessaire modification d'un modèle de société. Faut-il pour autant tout rejeter ? Non, bien au contraire, l'histoire n'est que le rétroviseur du chemin parcouru qui doit nous permettre d'avoir appris les bien-fondés ou les écarts se révélant inadaptés au bien commun. La vérité n'existe pas, mais il est important que personne ne soit laissé au bord de la route. De ces semaines « d'arrêt sur image », nous en constatons que : nous pouvons vivre sans consommer avec frénésie, qu'il est possible d'avoir un chez-soi et de partager avec sa famille. Demain on pourra toujours y accueillir les amis. Le temps a pu s'arrêter et pourtant chaque matin le soleil s'est levé à l'est. Nous pouvons ralentir un rythme insensé que le cycle consommation, innovation pousse à l'extrême de l'épuisement des ressources. Nous vivons une incroyable accélération des rythmes des nouveautés, du futile, de l'abstrait qui semblait avoir pris le relais d'une fuite en avant, une sorte de nouveauté marchande au profit, non plus de la collectivité et de tout un chacun, mais où la collectivité agissait au profit de quelques particuliers. Nous avons versé dans une forme de régime féodal consentant où la consécration s'est révélée au point de mettre des caméras et des traceurs dans les rues et nos téléphones portables, pour mieux nous féliciter de nos comportements, mais aussi nous punir de nos mauvais gestes et actions et nous conduire dans un système de consommation structuré par l'intelligence artificielle.

C'est cette prise de conscience globale, dans un moment d'arrêt violent, mais bienfaiteur que la notion de considérer les espoirs du COVID-19 prennent racines.

Nous n'avons pas besoin de fermer la Planète pour la réparer. Nous devons juste retrouver un bon sens paysan qui consiste à vivre en symbiose avec les cycles de la terre et transiter vers un monde désirable après un voyage de grands développements tout en profitant de mettre en place de profondes mutations et des réajustements nécessaires et porteurs d'opportunités.

Nous ne sommes pas en 1929...

Pour beaucoup de contradicteurs, nous sommes à la veille d'une crise de 1929 ou de 2008.

La crise de 1929 fait suite à processus bien précis. Durant les années 1920, les États-Unis ont connu une forte croissance qui a permis à la production industrielle de croître de 50%. En parallèle, les cours de la bourse de New York avaient cru de plus de 300% sous les ordres des spéculateurs qui étaient déconnectés de la réalité

économique. On peut relever que ni les salaires et ni la productivité n'ont reflété cette euphorie. Dès 1928, des secteurs tels que l'automobile ont commencé à souffrir et la production industrielle a chuté de 7%. Tous les capitaux ont été engloutis dans la spéculation boursière qui a conduit à un

manque de financement de l'économie réelle. Le jeudi 24 octobre 1929, les promesses de plus-value à très court terme s'estompant, il n'y a plus eu d'acheteurs court terme et les cours ont baissés de 22%. Des investisseurs ayant emprunté à crédit pour spéculer ont vu en du pour limiter leurs pertes au vu de la dégradation à court terme et le lundi 28 octobre, c'est une dégringolade non stoppée par les banques qui conduit à une première baisse de 3% et le lendemain de 12%. En 22 jours, la chute des valeurs industrielles est de plus de 40%.

Il s'en est suivi une chute brutale de la consommation des ménages. Les banques ont coupé les crédits ce qui a conduit à beaucoup de faillites d'entreprises et même de petites banques, ce qui a induit à une crise bancaire majeure.

Dans la foulée sur les 4 années qui suivirent, le commerce mondial a chuté de 66%. Il aura fallu une décennie d'interventionnisme des gouvernements pour que l'économie mondiale se relève. Le « New Deal » de Roosevelt aura été un facteur de relance de l'économie américaine. Les marchés financiers auront été également assainis.

« Sur le fonds les équivalences n'ont rien de commun et la sortie de crise pourrait fortement différer avec des perspectives multiples positives. »

... ni en 2008

La crise économique de 2008 aussi appelée la crise des subprimes découle des crédits à risque accordés aux ménages américains, car les familles avaient des faibles revenus avec un risque de non-remboursement des crédits.

La multiplication des crédits accordés depuis les années 2000, avec des taux d'intérêts faibles, se sont transformés en pertes sèches pour les établissements bancaires et investisseurs trop avides de revenus faciles et à court terme. Les emprunteurs se sont retrouvés dans une impasse de remboursement lorsque ces taux d'intérêts sont passés de 1% à 5%, ce qui a induit des charges financières insoutenables. Un effet boule de neige sur les défauts de crédits qui ont conduit à une perte de valeurs des biens, avec une incapacité à les revendre au prix des prêts accordés par les banques et les prêteurs qui ont vu leur argent partir sans espoir de retour avec une explosion des non-remboursements de crédits.

Perception – réalité de 2020

Les évolutions des bourses étaient en janvier encore en hausse depuis la reprise du 11 mars 2009, après une interruption en 2015, et portées à des sommets depuis l'élection de Donald Trump le 8 novembre 2016, avant de sombrer dans une crise liée à la pandémie COVID-19. Cette situation est-elle à comparer avec les crises de 1929 et 2008 ? Sur le fonds, les équivalences n'ont rien de commun et la sortie de crise pourrait fortement différer avec des perspectives multiples positives.

Fin mars, début avril près de deux milliards d'humains sont en arrêt d'activité professionnelle et privée. Des pans entiers de secteurs économiques sont en arrêt ou fonctionnent au ralenti. Le secteur automobile a enregistré des baisses de près de 80%. Le tourisme et l'hôtellerie-restauration ont des réductions d'activité proches de 90%. L'ameublement, la cosmétique, la mécanique, la plasturgie, le textile, le bâtiment enregistrent, suivant les pays, des baisses proches des 80%. L'aviation et les services ne sont pas en reste dans un presque arrêt des activités.

Nous sommes face à un arrêt brutal de l'économie par vagues successives qui font le tour de la Planète. Le premier épïcéntré s'est situé à Wuhan en Chine et par ondulations l'ensemble de l'Asie, de l'Europe et pour finir les États-Unis ont été atteint successivement.

Si un retour de l'économie devenait de plus en plus une probabilité, l'arrêt enregistré a un avantage, à savoir qu'il est planétaire, sur la base de décisions étatiques pour lutter contre une pandémie unique en son genre et qui conduit à des concertations entre les États, les banques centrales avec des « ordres » aux citoyens convergents dans le temps, toutefois désordonnés.

Nous sommes bien face à une démarche nouvelle d'un arrêt économique qui est le consensus même de toutes les parties prenantes pour un destin commun.

Les considérants sont bien différents des deux faits historiques précédents de 1929 et de 2008. Ces deux références sont parties des États-Unis, moteur de la croissance économique aux dates de références, alors même que le cas présent, le déclenchement est initié par la Chine, le nouveau moteur de la croissance économique. La Chine est aussi bien un consommateur d'énergies fossiles, de matières premières, de connaissances technologiques qui nourrissent sa propre recherche et développement d'une part et qui lui permettent de rattraper en à peine quelques décennies ce que l'Occident aura mis près d'un siècle à construire.

La Chine a représenté, au cours de ces trente dernières années, un eldorado de levier de profits pour tout l'Occident qui y a trouvé une terre d'accueil avec sa main-d'œuvre à bon marché et des règles environnementales qui étaient minimalistes. L'Occident a pu y délocaliser un maximum de centres de productions industrielles, technologiques, dans les textiles, l'automobile et même la chimie.

La pandémie actuelle a été révélatrice de la construction de notre dépendance consentante vis-à-vis d'un seul État dont la population actuelle est presque celle de la Planète au tournant du 20^{ème} siècle. La Chine a construit sa fortune en accueillant les entreprises occidentales, en travaillant dans des conditions extrêmes et en devenant la manufacture de la Planète. Nous sommes dès lors face à un pays qui a sciemment construit sa croissance externe en « soldant » son environnement et sa force de travail, mais, dans une deuxième phase, le pays a mis les moyens pour que son économie intérieure puisse répondre à ses besoins et dans une troisième phase elle s'est aussi donné les moyens de devenir le premier pays au monde en termes de mitigation de notre impact sur l'environnement.

« La Chine a représenté, au cours de ces trente dernières années, un eldorado de levier de profits pour tout l'Occident ... »

Pour assurer une croissance à long terme et la promotion de son modèle socio-économique, en 2013 la Chine a lancé la nouvelle route de la soie.

La Chine veut commercer, mais pas que ...

De 1100 à 1800, la Chine a été la première puissance économique mondiale avant de se retrouver dans l'ombre jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle.

Au cours de 700 ans d'histoire, elle a été le plus grand producteur mondial d'acier, le leader dans la production textile, elle faisait commerce avec une grande partie de l'Asie de l'Ouest, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. Elle a été à l'origine de multiples innovations dans le papier, les livres imprimés, les armes à feu, les outils et disposait d'un système de navigation très à la pointe.

Les bases du développement de la Chine étaient la « non-ingérence dans les affaires internes de ses partenaires commerciaux », un précepte que cultive le Président XI JINPING. À l'opposé l'Occident, tant par l'Empire britannique et les différents pays colonisateurs et, depuis la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis sont intervenus de par le monde brutalement pour adapter à leurs besoins propres les économies locales. Aujourd'hui encore, les conflits armés le sont dans des zones d'influence et de recherche de contrôle en lien direct avec l'exploitation des matières premières des pays anciennement colonisés. Si la Chine a sombré en 1800, elle a la source de sa renaissance vers 1950 avec sa réforme agraire, la construction d'infrastructures, l'accord de crédits et l'assistance technique à des centaines de millions de paysans et d'ouvriers. Elle a construit un « capital humain », une force de travail motivée et instruite et en bonne santé⁷. Certes, le pays a poussé son développement social « responsable » en expérimentant des systèmes de notation permettant de sanctionner ou de récompenser les comportements des individus. La jeunesse se plaint-elle de cette évolution ? Il a été même tenu récemment le propos suivant lors d'un interview : « *Nous allons très bien et d'ailleurs qui rachète vos entreprises ! La Chine est plus forte qu'avant et le monde entier la regarde ! Je me sens très fière de mon pays. On achète vos entreprises, on est les meilleurs dans les nouvelles technologies ...* »⁸.

La dynastie des Han a ouvert la première route de la soie qui partant de Xian en Chine, avait des itinéraires commerciaux qui passaient par l'Asie centrale et s'achevaient en Méditerranée, après un périple de 7'000 km. La route fut ouverte au II^{ème} siècle avant J.-C. pour faire le commerce de la soie, matière précieuse monopole de l'État dont seule la Chine possédait le secret de fabrication.

Le pays va renouer avec les recettes qui ont bien fonctionné en rouvrant une « nouvelle route de la soie » la « One belt one road », une ceinture, une route.



Ce nouveau développement va permettre à la Chine de non seulement d'assurer son développement économique, mais aussi de mettre en place une nouvelle mondialisation avec des coopérations culturelles et touristiques majeures. Transports terrestres et maritimes vont concerner près d'une centaine de pays qui vont permettre aux entreprises chinoises de trouver des relais de croissance multiple si l'on considère les trajets concernés. Ce sont des contrées où les potentiels de développements économiques pourraient totalement échapper à l'Occident, car la Chine n'est pas dans la notion de « Venture Capital » traduit par capital risque, mais bien dans le « capital opportunité ». Le poids de l'histoire se retrouve dans cette différence fondamentale qui tétanise les investisseurs occidentaux, plus à la recherche de profits immédiats.

La Chine construit un État fort et centralisé, capable de prendre des décisions rapidement et de les imposer dans un délai court. Mais elle s'assure en douceur une prédominance mondiale sur une zone qui comptera déjà en 2030 près de 7,1 milliards d'habitants. Elle peut s'offrir le luxe de négliger les Amériques et l'Océanie qui ne représenteront que près de 1,1 milliard d'habitants, soit le 80% de sa propre population.

Si la Chine est directement connectée à une telle zone d'intérêt, il est intéressant de relever que la fin de la route « One belt one road » est précisément l'Europe. Cette Europe qui a relevé une désunion dès qu'il fallait s'entraider dans la crise du COVID-19 et qui est en phase de déliquescence structurelle si elle ne réussit pas à faire une vraie union démocratique fédérale, garante des libertés individuelles et de la promotion de l'intérêt collectif.

Convendrait-il d'opposer le système de socialisme de dictature démocratique populaire chinois à un fédéralisme-libéral !

Dans tous les cas, la force de développement de la Chine et aussi la faiblesse de notre attitude et de notre manière d'appréhender l'avenir.

Évoluer vers une économie mieux distribuée

Toutes les pièces du puzzle pour changer existent. Nous devons tous collaborer et avoir les informations en relation aux impacts sur l'environnement, sur la société en fonction de nos choix.

Personne ne l'a demandé, les gouvernements ne sont pas pressés de changer, mais les convergences référées initialement de la détérioration de notre habitat, de l'historique papy-boom qui est une bombe à retardement et des crises sanitaires à répétition offrent une chance unique de construire un avenir non seulement désirable, mais pleinement réalisable si l'on agit aujourd'hui. Demain, ce sera trop tard. Et ce demain n'est pas en 2022 ou 2023, mais bien ... maintenant.

Ces deux milliards d'humains qui vivent un confinement sans précédent pour des pays démocratiques nous démontrent que nous pouvons changer des habitudes et revenir à des valeurs en phase avec l'égrènement du temps d'une horloge biologique humaine et terrestre.

Chacun a dû repenser, entre autres, son mode de vie, ses priorités, ses nécessités et ses moyens de communication. La technologie n'est pas exclue de ce qui est en cours, mais elle ne répond pas à tous les défis, elle en est l'outil de facilitation et non le déterminant de la réussite d'une journée. On découvre ses voisins, on parle avec les autres en faisant la queue dans les commerces, on téléphone à des personnes que nous n'avions plus vues, entendues depuis longtemps, on échange avec ses enfants, on prend moins la voiture, on prend le temps du temps.

On a aussi pris conscience que la concentration d'une production auprès d'un seul centre peut, pour cette fois avec une crise virale, conduire à un blocage des rouages de

l'économie avec ses effets collatéraux qui vont laisser des marques.

Il en découle de la nécessité de repenser le modèle de distribution de l'économie. Il est vital de penser à une production diversifiée des économies dans de multiples régions et pour différents secteurs. Ceci est applicable aussi bien pour l'industrie lourde, que pour les produits finis et l'agriculture. Il est temps de considérer les coûts de déplacement des matières premières, éléments de pièces détachées ou produits semi-finis ou finis au plus proche des besoins des consommateurs.

La recherche de salaires les plus bas et de zones de pollutions « admises » sont en définitif un coût à charge de chacun, plus élevé que les économies à court terme, par des effets collatéraux dévasta-

teurs. L'important est de disposer dans tous les lieux de productions des capacités humaines, avec les connaissances adaptées.

C'est ainsi que la Chine pourrait être l'épicentre de la production en Asie, l'Europe avec l'Afrique représentant un autre axe et de son côté les Amériques, chacun avec leurs capacités propres et aussi à partager.

Ces zones constituées n'excluent en aucun cas d'échanger également latéralement sur des biens et services spécifiques.

À contrario de la mondialisation ou de l'assertion de réalisme globaliste qui unifie les modèles de développement, une telle approche aurait l'avantage de préserver les particularismes spécifiques et de développer latéralement des échanges économiques de biens et de services pour autant qu'ils soient efficaces et environnementalement compatibles.

Peut-être que la démarche semble utopiste, mais pourquoi ne pas faire revenir en Europe des industries de proximité. Prenons l'exemple de la construction automobile. Il ne s'agit pas de ne plus acheter chinois, mais bien d'assurer un flux et des chemins courts avec les consommateurs. C'est ce qu'a d'ailleurs réalisé, entre autres, le secteur automobile du Japon

« Il est important de rester au marché, car quand une hausse est passée, elle ne se rattrape plus ; au contraire une baisse se rattrape toujours, si les besoins financiers sont planifiés pour être couverts en tout temps. »

« La Recherche & Développement fait partie des éléments d'échanges profitables si l'objectif n'est plus de vouloir rechercher la 1^{ère} place d'un classement sans valeur durable. »

lors de la crise des années huitante en construisant des centres de productions dans différentes régions du monde.

L'agriculture est également un secteur concerné. Nous disposons dans le monde entier de zones de capacités de production propres et de transformation de produits. Y revenir c'est aussi assurer un développement serein de notre Société.

La Recherche & Développement fait partie des éléments d'échanges profitables si l'objectif n'est plus de vouloir concourir pour la 1^{ère} place d'un classement sans valeur durable et de toute façon éphémère.

Nous formons une unité de développement sociétal avec des particularismes qui ont fait la richesse de l'humanité. Ce temps nous est donné pour mettre en place un modèle de développement tourné vers un retour à une approche locale, mais en étant dans les échanges globaux de complémentarité et non de compétitivité. L'un des moteurs de ce changement sera l'autonomie des énergies fossiles, avec les énergies vertes, ce qui est totalement en phase avec le nécessaire et indispensable transition énergétique.

C'est ainsi que le COVID-19 nous enseigne que nous ne sommes pas dans une crise effective, mais bien dans une transition initiée il y a plusieurs années, qui s'étend sur plusieurs plans.

Crise ou transition forcée vers des opportunités infinies aujourd'hui ?

La crise de 2008 avait mis en lumière le concept du « *Too big to fail* », à savoir que les institutions financières sont si importantes pour l'économie d'un pays que leur faillite pourrait avoir des effets systémiques désastreux pour l'économie en général et qu'il est dès lors indispensable de les soutenir financièrement si le risque de faillite était avéré. On a relevé pour ce point non pas forcément la notion de « big » en fonction de la taille, mais bien de la position stratégique dans le système du secteur et des conséquences d'un effet domino.

L'objectif a été bien de mettre en place les mesures à court terme pour soutenir le système financier en général afin de maintenir le fonctionnement de l'économie.

Avec le COVID-19, nous sommes dans le « *Too diffuse to fail* ». Les PME sont le poumon de

l'économie, elles représentent près du 99% des entreprises et près de deux tiers des emplois, plus ou moins suivant les pays. En conséquence, ces entités assurent les impôts et taxes pour l'État, les capacités financières de consommation, l'épargne qui est mise à disposition pour les entreprises elles-mêmes et ainsi garantir le circuit économique et le financement des fonds propres des instituts financiers, etc. Tout se tient dans une sorte d'économie circulaire du financier.

Les États en ont bien pris la mesure puisque spontanément les gouvernements ont débloqué l'accès aux crédits avec des garanties et délais de remboursement raisonnables, des soutiens aux réductions des horaires de travail (RHT). Dans le même temps, les banques centrales, avec l'appui des gouvernements, ont pris des dispositions en coordination avec les banques, pour préserver la liquidité immédiate des entreprises. Des nationalisations sont même envisagées dans certains pays pour maintenir des entreprises stratégiques.

Toutes ces actions font que 2020 est différente de 1929 et 2008. Oui, il y aura une récession en terme quantitatif puisque nous aurons au minimum deux trimestres de contraction du PIB. Une réduction de la croissance était attendue dans tous les cas. La bonne chose, c'est qu'elle est advenue en étant concentrée dans le temps et des mesures prises. La

capacité financière des entreprises et des personnes sera pour certains mise à mal avec un impact sur des secteurs bien précis et des faillites inévitables dont certaines n'auraient pas été effectives avec une autre forme de crise.

Si l'on prend un retour à une activité normale, cela ne permettra pas de rattraper certains chiffres d'affaires perdus. Pour différents secteurs, nous sommes dans un report d'investissements qui donnera ses effets bénéfiques avec quelques trimestres de décalage.

On peut se dire que la brutalité de l'entrée en crise et sa globalisation, permet de créer un palier salutaire, car les hausses des marchés des derniers trimestres donnaient une illusion de création de richesse permanente.

Cela étant arrivé, comme décrit, au moment d'une crise environnementale nous conduisant à une destruction du vivant sur la seule planète biodiversifiée du système solaire, nous pouvons partout dans le monde en constater les impacts positifs d'un mode de vie, certes imposé, mais positif pour l'environnement.

« Pour différents secteurs, nous sommes dans un report d'investissements qui donnera ses effets bénéfiques avec quelques trimestres de décalage. »

Il est dès lors salutaire de considérer les multiples secteurs de développements porteurs de création d'emplois et par voie de conséquences de taxes et de fiscalité pour l'État. Ce sont aussi bien la construction, l'agriculture, l'énergie, les transports, le commerce de détail, le luxe, et on en passe, qui doivent se reconstruire. Ceci dans leurs modèles de chaîne de production et d'origine des matériaux utilisés et de leur réutilisation. Un gisement inconsidéré d'opportunités de déploiement de productions économiques pourra ressortir grâce à la manière de penser chaque objet, de quelque nature que cela soit, et on parle ici d'économie circulaire.

Si l'on chaine les pertes à court terme et les opportunités à moyen et long termes, notre plus grande chance est maintenant de créer de la valeur durable.

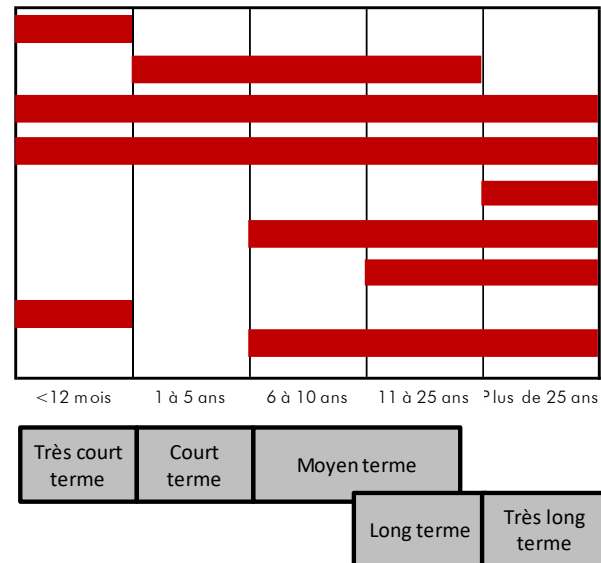
Pour cela, plusieurs conditions sont nécessaires. La première est que la finance retrouve un sens d'économie réelle en remettant à disposition des lignes de crédits efficaces. Parler de crédits c'est aussi considérer que l'on attribue à une entreprise, son management une valeur pour la réalisation des objectifs. Cette même finance doit abandonner les publications trimestrielles des résultats qui ne se fondent, pour accorder le crédit de valeur, que s'il y a une croissance soutenue. Cette finance toujours devrait avoir le courage de ne plus avoir de produits financiers qui n'ont plus de contrepartie en lien avec l'économie réelle. Ce qui aurait pour avantage de libérer des fortunes dépassant les besoins de l'économie pour son redéploiement. À ce niveau, c'est là que les États devraient s'entendre pour taxer fortement la spéculation financière, en imposant tous les gains en capitaux réalisés dans des délais courts (quelques jours suffisent pour stopper la spéculation) et réduire la taxation des entreprises au niveau du dividende payé à ses actionnaires-entrepreneurs en y appliquant le même principe de réduction de la fiscalité sur l'imposition d'une fortune théorique.

Ces mêmes États qui ont émis des dettes importantes pour soutenir la crise actuelle s'en verraient en retour remerciés par les revenus générés par un potentiel de plein emploi des personnes engagées dans la transition économique à accélérer et le développement durable. Là aussi cela passera par une période induisant une inévitable hausse des déficits. Le point charnière de ces États dans leur équilibre budgétaire ressortira de la plus grande solidarité et coopération dans la manière d'assumer les charges sociales liées au papy-boom.

Couverture des besoins propres et épargne

Besoins courants
Éducation des enfants
Engagements privés
Logement
Plan retraite
Développement société
Assurances vie
Frais spécifiques
Épargne et placements financiers

Horizon d'investissement



Nous l'avons vu ces derniers trimestres, plusieurs crises sociales ont déferlé dans différents pays. D'un côté, il y a ceux qui veulent toujours plus de couvertures sociales financées par les États ! De l'autre, on retrouve où tout un chacun doit être responsable. Notre responsabilité sociétale à tous et toutes est de garantir à l'État, de même qu'à n'importe quel régime de retraite un financement juste. Celui-ci passe par des cotisations qui doivent être en congruence avec le niveau des prestations attendues, l'espérance de vie de chacun et chacune. Et ceci passe par la révision des âges de retraite, de la durée du travail effective que tout un chacun peut réaliser selon ses attentes, capacités propres et valeur ajoutée qui peut être apportée à l'entreprise et à la Société. Cela passe aussi par la liberté de travailler au-delà d'un âge théorique de retraite établi. Mais ceci est un autre chapitre.

La crise actuelle est salutaire à plus d'un titre et si 2 milliards d'êtres humains sont en arrêt partiel d'activité, nous nous levons tous les matins avec des besoins qui n'ont pas disparus.

Demain sera positif

Dans la contextualisation du développement de notre Société, la crise du COVID-19 est salutaire à moyen et long termes si nous osons en tirer profits. Si les PME sont le poumon de l'économie, la finance en est le sang qui circule entre les parties prenantes.

L'épargne est, quant à elle, le socle sur lequel tant les États, les individus et des régimes de retraite individuels ou collectifs peuvent assurer un avenir désirable.

Sur le schéma ci-après, il est repris la structure des besoins qui varient pour chaque personne :

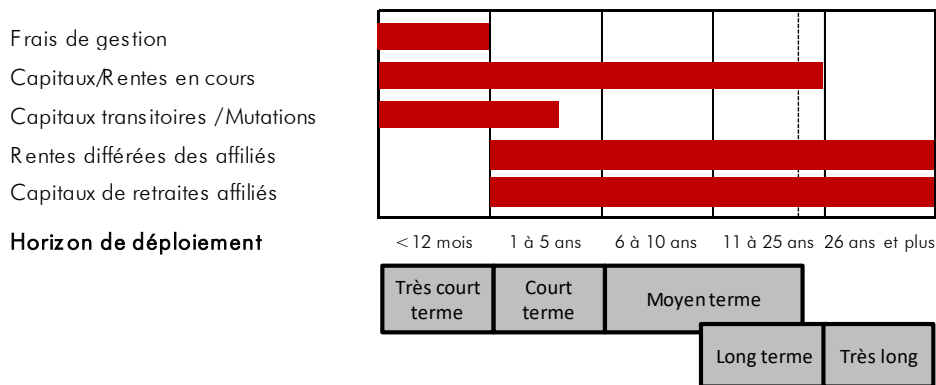
Pour cette épargne, il convient d'en considérer son placement. Depuis les années 1990, la valeur du temps long était de trois mois et le temps court, la nano seconde. C'est bien entre ces deux durées que tout s'est construit. Pour revenir à des personnes individuelles, le tableau suivant tente de reconstituer le temps de placement de l'épargne. Ceci bien évidemment en fonction des capacités de disponibilités propre à chacun/e, ce qui est fonction, entre autres, des sources de revenus et des besoins pour assurer son train de vie.

Comme il ressort du tableau ci-après, le placement financier est un processus qui doit découler de l'investissement à des horizons de temps différents et des opportunités diversifiées. Il est important pour tout investisseur privé d'avoir un plan de couverture de ses besoins et de ne pas spéculer sur ses avoirs temporairement libres.

Pour les régimes de retraite qui sont habitués par la compétition des établissements financiers à revoir chaque trimestre leurs résultats, cela a conduit à ce que l'on nomme communément de la gestion individuelle. Cette forme de gestion va amplifier la volatilité des marchés, alimenter les modèles de spéculation à court terme de type de trading de haute fréquence et à nourrir tous les instruments financiers sans lien avec l'économie réelle.

Sur le tableau ci-dessous, il est repris les horizons d'investissement en relation avec certains régimes de retraite (ex : fonds de pensions).

Engagements des régimes de retraite



En considérant ces éléments d'engagements à couvrir et d'épargne disponible, il est possible de construire un portefeuille d'investissement diversifié. Une maîtrise des besoins de liquidités pour couvrir chaque engagement permet aussi de mieux appréhender une crise boursière et une crise économique qui est toujours liée, la bourse étant par définition toujours fautive, car elle monte

toujours trop haut et baisse trop brutalement. Mais dans l'autre cas, la bourse a toujours raison, car elle anticipe toujours les crises et les reprises. Une question de point de vue !

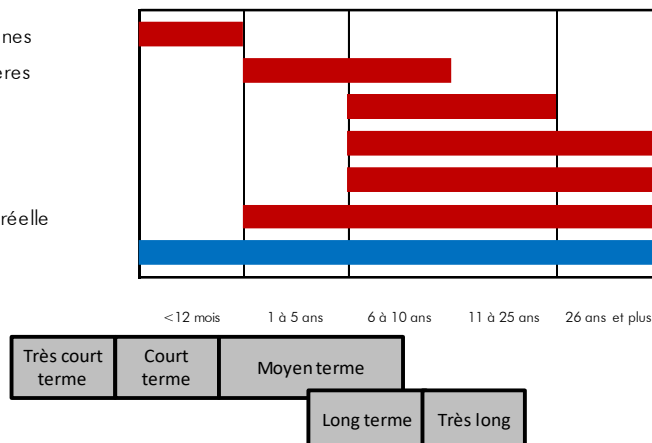
En conséquence, le maintien d'une stratégie d'investissement en phase avec les engagements à court, moyen et long termes de l'investisseur fait que de la crise actuelle, celui-ci reconstituera son capital et le développera au-delà des crises conjoncturelles.

Type d'investissements

- Liquidités / Obligations indigènes
- Obligations monnaies étrangères
- Microfinance / Infrastructure
- Actions / Private Equity
- Immobilier direct, indirect
- Autres alternatives économie réelle

Investissements combinés

Horizon d'investissement



Cela étant acquis, les opportunités sont multiples :

Oui les États et les banques centrales ont mis des moyens en liquidités qui dépassent l'entendement pour beaucoup.

En regard des opportunités des développements en cours, de la phase de transition économique liée à l'environnement, du fait que, comme dit à multiples reprises, chaque matin des milliards d'êtres humains se lèvent et ont des besoins avérés et propres, les investissements restent une bonne opportunité de placer son épargne selon le temps disponible.

Il est important de rester au marché, car quand une hausse est passée, elle ne se rattrape plus ; au contraire, une baisse se rattrape toujours, si les besoins financiers sont planifiés pour être couverts en tout temps.

L'économie va retrouver un chemin de croissance, il sera différent de ce qui était avant le COVID-19, mais dans tous les cas, demain est déjà une opportunité.

Nous pouvons nous cacher de ce qui est en train de se passer devant nous. Aucun alarmisme en l'état actuel,

mais nous ne pouvons ignorer les trois convergences relevées au cours de ce développement.

Nous sommes dans un monde en perpétuelle mutation. Les acquis d'un jour ne sont pas une garantie pour le lendemain.

L'Humanité est à un tournant historique et toutes les chances sont de son côté, ce pour autant que le train du changement soit pris.

Il y aura toujours ceux qui ne veulent pas s'engager ! Peu importe, il ne s'agit pas d'accuser et de condamner, puisque nous sommes tous partie prenante de ce qui est advenu. Nous disposons de tous les moyens nécessaires et utiles pour aller de l'avant. Cela doit passer par une étape certes douloureuse, mais les révolutions ont toujours débouché sur un lendemain meilleur. Celle-ci n'étant pas l'agression d'un État contre un autre, mais bien la conséquence d'une évolution négative, redonnons le temps au temps et à chacun cet avenir désirable, ce qui fait que demain sera positif.

¹ <https://countrymeters.info/fr/China>

² Bureau national des statistiques

³ En Chine, l'âge légal de départ à la retraite est de : 60 ans pour les hommes actifs et les femmes cadres ; À 55 ans pour les femmes salariées ; À 50 ans pour les autres femmes actives ; À 55 ans (hommes) et à 45 ans (femmes) pour les personnes qui ont un travail pénible ou dangereux^{China-info.com | <http://www.chine-info.com/french/columnist/Pierre-Pic-quant/20140904/156933.html>}

⁴ XI JINPING – LA GOUVERNANCE DE LA CHINE II édition 2018 – Éditions en Langues étrangères, Chine

⁵ [https://countrymeters.info/fr/United_States_of_America_\(USA\)](https://countrymeters.info/fr/United_States_of_America_(USA))

⁶ LA NOUVELLE RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE - Olivier Ferrari - Chez ECONOMICA, Paris – 2016

⁷ DISSIDENT VOICE – China's Rise, Fall, and Re-Emergence as a Global Power – James Petras – March 7th, 2012

⁸ L'OBS – CHINE LA DICTATURE HIGH-TECH – Cahier numéro de l'édition n° 2801 du 12 au 18 juillet 2018

Merci aux dessinateurs d'accepter l'emprunt de leurs dessins que j'ai reçu via WhatsApp et qui expriment tellement bien ce qui prend plus de temps à écrire.